

**ARRETE MODIFICATIF N°396/GFVI/CD/2023**

**Portant de déport de Madame Farianti
M'DALLAH, conseillère départementale du
canton de Mamoudzou I,**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

- VU** Le code général des collectivités territoriales, et notamment ;
- VU** La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
- VU** La loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, notamment article 25 bis ;
- VU** La loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
- VU** Le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU** La délibération n°2019.00387 du 10 décembre 2019 ;
- VU** La demande formulée par Mme Farianti M'DALLAH en date du 25 avril 2025

Considérant les dispositions de l'article 5 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Considérant l'obligation faite à l'élu de formaliser dans un arrêté de déport signé par le président, les situations dans lesquelles il va devoir s'abstenir d'intervenir.

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Farianti M'DALLAH, conseillère départementale du Canton de Mamoudzou I, s'abstient de toute intervention concernant l'instruction, le traitement, le suivi et l'exécution des actes de toute nature relatifs à :

- la mission Locale de Mayotte ;
- l'Association Maecha Na Ounono ;

Madame Farianti M'DALLAH ne peut donner aucune instruction verbale ou écrite, directe ou indirecte, ni prendre part à aucune réunion préparatoire, ni émettre un avis relatif à tout élément créant un potentiel conflit d'intérêts. Elle se déporte également des débats et votes de l'assemblée intéressant ces structures.

Article 2 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, publié sur le site internet du Département de Mayotte et notifié à l'intéressée.

Une copie du présent arrêté sera transmise au service des affaires juridiques, au service des assemblées, aux comptables publics ainsi qu'aux directions opérationnelles.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicités ou par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Fait à Mamoudzou, le 09 MAI 2025

Pour extrait certifié conforme

Le Président du Conseil Départemental





M'DALLAH FARIANTI
22, rue Wemani Vahibé
97600 Mamoudzou
farianti.mdallah@gmail.com
0693 41 97 81

À l'attention du Service Juridique
Conseil Départemental de Mayotte
97600 Mamoudzou

Objet : Demande de décharge de participation aux réunions décisionnelles – Association Maecha Na Ounono

Madame, Monsieur,

En ma qualité de conseillère départementale et cheffe de service au sein de l'association Maecha Na Ounono, bénéficiaire d'un financement du Conseil Départemental de Mayotte, je souhaite vous faire part de ma volonté de me décharger formellement de toute participation aux réunions à caractère décisionnel relatives à cette structure.

Cette démarche s'inscrit dans une volonté affirmée de garantir une transparence totale et d'éviter toute situation de conflit d'intérêts. Conformément aux principes d'éthique et de déontologie qui régissent nos fonctions, je m'engage à ne prendre part à aucune décision pouvant avoir une incidence sur l'association dont je suis également membre.

Je reste à votre disposition pour connaître la procédure à suivre afin de formaliser cette décharge, et me tiens à votre écoute pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

M'dallah Farianti
Conseillère départementale de Mamoudzou 1

